

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Objet du contrat :

**Prestations de nettoyage de locaux et de fourniture de
consommables pour l'Agence nationale de l'habitat**

Pouvoir adjudicateur :

Agence nationale de l'habitat

Catégorie :

Marché public de Services

Pocédure de passation :

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2120-1.3°, L. 2124-2,
R. 2124-2.1°, R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

Technique d'achat :

Accord-cadre à bons de commande

Table des matières

1.	Présentation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)	3
2.	Activité de l'établissement	3
3.	Objet du contrat	3
4.	Cocontractants	3
5.	Durée du contrat et date prévisionnelle de démarrage des prestations.....	3
6.	Procédure de passation et technique d'achat.....	4
7.	Pièces contractuelles.....	4
8.	Prix des prestations	4
8.1	Contenu des prix	4
8.2	Modalités de révision des prix.....	5
9.	Émission des bons de commande.....	5
9.1	Ordre de service.....	5
9.2	Emission de bon de commande	5
10.	Règlement des prestations.....	6
10.1	Modalités de règlements.....	6
10.2	Rythme des règlements.....	6
10.3	Contenu et forme des factures.....	6
10.4	Délai global de paiement	7
11.	Clause environnementale	7
12.	Pénalités.....	7
12.1	Pénalité relative aux actions correctives inefficaces issues des contrôles.....	8
12.2	Pénalité pour retard dans la prise de fonction.....	8
12.3	Pénalité pour absence de prise de fonction	8
12.4	Pénalité pour non-respect du nombre d'heure d'encadrement sur site.....	8
12.5	Pénalité pour défaut d'encadrement	8
12.6	Pénalité pour absence au contrôle contradictoire	8
12.7	Pénalité pour absence à la réunion trimestrielle	8
12.8	Pénalité dans le cas de fractionnement de la plage horaire	8
12.9	Pénalités pour dissimulation de travail.....	8
12.10	Pénalités en cas de non-respect de la qualité des matériels et des consommables proposés.....	10
12.11	Pénalité pour retard de transmission des attestations obligatoires	10
12.12	Pénalité pour retard de remise du compte rendu de reunion.....	10
12.13	Cumul de pénalités	10
13.	Modalités de vérification des prestations réalisées	10
14.	Responsabilité	10
15.	Obligations du titulaire	10
15.1	Obligation de résultat.....	10
15.2	Obligation de confidentialité.....	11
15.3	Protection des données personnelles.....	11
15.4	Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	11
16.	Résiliation du contrat	11
17.	Clause de réexamen	12
18.	Dérogations au CCAG-FCS	12

1. Présentation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)

L'Anah est un établissement public administratif créé en 1971 qui a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale de développement, de réhabilitation et d'amélioration du parc de logements privés existants.

L'Anah promeut la qualité et encourage l'exécution de travaux en accordant des subventions aux propriétaires bailleurs, propriétaires occupants et copropriétaires. Sa vocation sociale l'amène à se concentrer actuellement sur les publics les plus modestes.

L'Anah mène enfin des actions d'assistance, d'étude ou de communication ayant pour objet d'améliorer la connaissance du parc privé existant. Elle contribue également à la réalisation d'observatoires sur l'habitat.

À la date de publication de la consultation ayant pour objet la conclusion du présent contrat, l'Anah est installée sur un site unique au 8 avenue de l'Opéra dans le 1^{er} arrondissement de Paris.

2. Activité de l'établissement

Activité tertiaire, 194 postes de travail dans l'établissement qui est soumis au code du travail.

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 21h00.

3. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet les prestations de nettoyage de locaux et de fourniture de consommables pour le siège de l'Anah.

4. Cocontractants

Le présent contrat est conclu entre :

L'Anah, Établissement Public Administratif dont le siège social est sis 8 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, représentée par Madame Valérie MANCRET-TAYLOR, Directrice générale (arrêté du 22 décembre 2023 publié au JO le 24 décembre 2023) et désignée comme « Le Pouvoir adjudicateur », d'une part,

Et

L'entreprise attributaire ci-après désignée comme « le Titulaire », d'autre part.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Anah les modifications du fonctionnement de sa société survenant au cours de l'exécution du contrat, tels que, notamment, les modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société, à la forme de la société, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à l'adresse de son siège social, à son capital social.

5. Durée du contrat et date prévisionnelle de démarrage des prestations

Le présent contrat est conclu pour une durée ferme de deux ans, reconductible une fois tacitement pour deux ans soit une durée maximale de quatre ans.

La date de début des prestations est indiquée par ordre de service et adressée au titulaire.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée au **1^{er} février 2025**.

6. Procédure de passation et technique d'achat

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert (articles L. 2124-2, R. 2124-2.1°, R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique).

Le marché est conclu :

- pour partie selon la technique de l'accord cadre à bons de commande (prestations ponctuelles),
- à prix forfaitaires et unitaires.

Les prestations regroupant l'ensemble des prestations récurrentes de nettoyage et la fourniture de consommables, sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prestations regroupant les prestations ponctuelles de nettoyage sont rémunérées par applications des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les montants minimum et maximum sur la durée ferme du contrat pour les prestations ponctuelles de nettoyage sont les suivants :

- Montant minimum en € HT : 0 € HT,
- Montant maximum pour la partie unitaire € HT : 20 000 € HT.

Ces montants minimum et maximum sont identiques pour la durée reconduite du contrat, le cas échéant.

7. Pièces contractuelles

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, le contrat est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - la « décomposition du prix global et forfaitaire » (DGPF), annexe 1,
 - « le bordereau de prix unitaires (BPU), annexe 2,
 - et la fiche relative à la « masse salariale » (du titulaire sortant), annexe 3 ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) pris par arrêté du 30 mars 2021. Le document n'est pas fourni ;
- le cadre de réponse technique (CRT) et les échantillons de papier;
- les bons de commande émis en cours d'exécution du contrat.

8. Prix des prestations

8.1 Contenu des prix

Le marché est passé sous forme pour partie selon la technique d'achat de l'accord cadre à bons de commande.

- 1- Les prestations regroupant l'ensemble des prestations récurrentes de nettoyage et la fourniture de consommables, sont rémunérées par application du prix forfaitaire indiqué dans la DPGF ;

- 2- Les prestations regroupant les prestations ponctuelles de nettoyage sont rémunérées par applications des prix unitaires indiqués dans le BPU.

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations y compris les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ces prestations.

8.2 Modalités de révision des prix

Durant la première année d'exécution, les prix forfaitaires et unitaires sont fermes.

Pour les années d'exécution suivantes, la révision des prix est effectuée annuellement par le titulaire qui la soumet à validation. Elle doit être proposée par le titulaire et être validée dans un délai d'un (1) mois à compter de la date anniversaire du contrat.

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,125 + 0,875 \times (S/S_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix hors taxe révisés pour les prestations de l'année N ;

P₀ = Prix initiaux hors taxe pour les prestations de l'année de notification du contrat.

S = indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public, connu et définitif à la date anniversaire du contrat ;

S₀ = indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public, connu et définitif à la date de notification du contrat.

9. Émission des bons de commande

9.1 Ordre de service

Pour les prestations récurrentes de nettoyage, un ordre des services est émis conformément au disposition de l'article 5 du CCAP

9.2 Emission de bon de commande

Les bons de commande concernent les prestations ponctuelles à prix unitaire.

Les bons de commande sont des documents écrits, signés par le représentant dûment habilité de l'Anah. Ils précisent :

- les références du contrat (numéro et date de notification) ;
- les références du bon de commande ;
- la date d'établissement du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la prestation commandée ;
- le délai d'exécution ou de livraison de la prestation ;
- le montant HT et TTC de la commande.

Il peut être notifié des bons de commandes pendant toute la durée du contrat, jusqu'à son dernier jour de validité. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du contrat. Le Pouvoir adjudicateur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du contrat dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Les bons de commande notifiés au titulaire sont assortis d'un délai d'exécution qui court à compter de la notification par l'Anah du bon de commande correspondant.

10. Règlement des prestations

10.1 Modalités de règlements

L'Anah se libère des sommes dues, par virement, sur présentation des demandes de paiement émises par le titulaire, après exécution des prestations et certification du service fait, en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert par le titulaire et porté à l'acte d'engagement.

10.2 Rythme des règlements

Les prestations sont réglées dans les conditions suivantes :

- Les prestations à prix forfaitaire sont réglées par acompte mensuel. La facture transmise à l'Anah est mensuelle (fin de mois) et correspond à 1/12 du montant annuel indiqué dans l'acte d'engagement ;
- Les prestations à prix unitaires sont réglées après la réalisation des prestations. Pour chaque prestation ponctuelle commandée par bon de commande par l'Anah, une facture est transmise à l'Anah.

Ces prestations ne sont pas intégrées à la facturation mensuelle.

10.3 Contenu et forme des factures

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture originale.

Chaque demande de paiement doit comporter, sous peine de rejet, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du contrat et sa date de notification ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le montant à payer hors TVA ;
- le taux et montant de la TVA ;
- le montant à payer TTC ;
- l'intitulé bancaire (code banque, code guichet, code client, clé) ;
- la signature du titulaire.

Au cas où une des mentions ci-dessus ne figureraient pas sur la facture, l'Anah se réserve le droit de suspendre le délai global de paiement jusqu'à rectification.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique qui prévoient une dématérialisation des demandes de paiement à compter du 1^{er} janvier 2017, le titulaire du contrat a l'obligation de transmettre chaque facture de manière dématérialisée via le portail dénommé « Chorus Pro ». L'utilisation de « Chorus Portail Pro » est obligatoire pour toutes les entreprises.

La transmission des demandes de paiement sous forme dématérialisée par le portail « Chorus Pro » peut s'effectuer selon trois modalités (« flux », « portail » ou « service ») afin de prendre en compte les spécificités des émetteurs et récepteurs de factures dématérialisées.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les demandes de paiement devront comporter une référence d'engagement (numéro du contrat) avant d'être déposé sur le service par défaut de l'Anah : « Facture publique ».

En cas de difficulté, voir les rubriques « aide » ou « en savoir plus » sur le portail pour connaître les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures ; pour tout renseignement le titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorusfactures.budget.gouv.fr.

10.4 Délai global de paiement

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement des sommes dues en règlement des prestations exécutées au titre du contrat intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception par l'Anah des demandes de paiement émanant du titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit et sans formalité particulière les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

11. Clause environnementale

Le titulaire s'engage à respecter les consignes de tri des déchets. Il s'engage aussi à mener des prestations économes en eau et en énergie dans les locaux de l'Anah.

L'Anah attend du prestataire que ses pratiques limitent l'éclairage systématique de tous les locaux lors de la prestation et limite les déperditions thermiques (en hiver ouverture des fenêtres seulement les 10 minutes nécessaires à l'aération des locaux).

Le titulaire s'engage à mener un plan de formation et de sensibilisation à l'éco-responsabilité ambitieux tel que décrit dans son offre.

12. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes ; elles seront applicables de plein droit, dès le premier euro, sans mise en demeure préalable, par réfaction sur la facture mensuelle.

12.1 Pénalité relative aux actions correctives inefficaces issues des contrôles

Une pénalité d'un montant de 75 € par manquement sera appliquée si les actions correctives engagées suite aux contrôles qualités prévu à l'article 7.1 et 7.2 du CCTP n'entraînent aucune amélioration sur une durée de 15 jours.

12.2 Pénalité pour retard dans la prise de fonction

En cas de retard répété (plus de trois dans le même mois), une pénalité d'un montant de 5 € sera appliquée par tranche de 30 minutes de retard, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

12.3 Pénalité pour absence de prise de fonction

À compter de trois heures et une minute de retard, le retard est considéré comme une absence à la prise de fonction. Une pénalité d'un montant de 10 € sera dès lors appliquée par heure d'absence.

Cette pénalité ne sera pas appliquée si le titulaire assure le remplacement de son personnel en cours de journée.

12.4 Pénalité pour non-respect du nombre d'heure d'encadrement sur site

En cas de non-respect par le responsable de la qualité du nombre d'heures mensuel d'encadrement sur site stipulé à l'article 4.3 du CCTP, une pénalité de 40 € par manquement sera appliquée.

12.5 Pénalité pour défaut d'encadrement

Dans le cas où l'Anah présenterait pour la troisième fois une même remarque sur un manquement relatif à l'organisation de la prestation (non application d'une consigne) et/ou sur un comportement inapproprié du personnel en poste, et que l'action corrective n'ait pas été mise en place, une pénalité d'un montant de 100 € sera appliquée.

12.6 Pénalité pour absence au contrôle contradictoire

Si le responsable de la qualité d'exécution du titulaire ne se présente pas à un contrôle contradictoire, une pénalité d'un montant de 20 € sera appliquée.

12.7 Pénalité pour absence à la réunion trimestrielle

Une pénalité d'un montant de 20 € sera appliquée en cas d'absence du responsable de la qualité d'exécution constatée lors de la réunion trimestrielle.

12.8 Pénalité dans le cas de fractionnement de la plage horaire

S'il est constaté un fractionnement de la plage horaire telle que définie contractuellement à l'article 3.1.2 du CCTP, au moyen de deux personnels différents (hors congés du personnel titulaire), une pénalité d'un montant de 200 € sera appliquée pour chaque journée fractionnée.

12.9 Pénalités pour dissimulation de travail

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire en application de l'article L. 8222-6 du code du travail. Le montant des pénalités ne pourra pas excéder 10 % du montant total du contrat qui sera connu à la fin de l'exécution du contrat. Ces pénalités seront donc appliquées sur le solde.

12.10 Pénalités en cas de non-respect de la qualité des matériels et des consommables proposés

S'il est constaté durant l'exécution du contrat que la qualité des matériels et ou des consommables utilisés n'est plus conforme à la législation en vigueur et aux normes sanitaires ou environnementales, et qu'elle a été modifiée sans l'accord préalable et express du responsable du service environnement de travail, une pénalité d'un montant de 10 € sera appliquée par journée jusqu'à la remise en conformité.

12.11 Pénalité pour retard de transmission des attestations obligatoires

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, de mettre le pouvoir adjudicateur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

En cas de retard dans la transmission des attestations par le titulaire, une pénalité d'un montant de 25 € par jour de retard sera appliquée.

12.12 Pénalité pour retard de remise du compte rendu de reunion

Le responsable de qualité d'exécution qui transmet le compte rendu des réunions trimestrielles au responsable du service environnement de travail sous un délai de 72 heures. En cas de retard, la pénalité est de 20 € par jour ouvré

12.13 Cumul de pénalités

Toutes les pénalités susmentionnées sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure, ainsi qu'en cas d'interruption de la fourniture des fluides (électricité, eau, etc...) ou d'actes de vandalisme, de malveillance, ou d'utilisations non conformes par des tiers étrangers au titulaire.

13. Modalités de vérification des prestations réalisées

Par dérogation aux articles 27 à 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification des prestations seront réalisées selon les modalités décrites à l'article 7 du CCTP.

14. Responsabilité

Pendant la durée d'exécution du contrat, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations, en particulier en ce qui concerne la qualité des prestations. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations, telles que décrites ci-dessus, sauf à rapporter la preuve que le fait, à l'origine du non-respect des engagements contractuels, ne lui est pas imputable.

15. Obligations du titulaire

15.1 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

15.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire ainsi que son personnel s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont ils auraient pu avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

15.3 Protection des données personnelles

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dit « RGPD »).

Les devoirs et obligations du titulaires relatifs à la protection des données personnelles sont détaillées à l'annexe 1 au CCAP. Les devoirs et obligations du titulaires relatifs à la protection des données personnelles sont détaillées à l'annexe 1 au CCAP.

15.4 Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par l'Anah, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du titulaire.

16. Résiliation du contrat

Le marché peut être résilié par l'Anah en cas de déménagement de l'agence entraînant une disparition du besoin.

Outre les cas prévus par les articles 38 à 42 CCAG-FCS, si le montant total des pénalités appliquées sur trois mois successifs est supérieur à 600 €, l'Anah pourra résilier le contrat de plein droit et sans indemnité.

Si l'Anah est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire, ou par tout autre moyen, que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, elle procédera sans mise en demeure préalable, à la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Le contrat est également résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité, par l'Anah dans les cas suivants :

- Pour des causes administratives, voir délictuelles graves telles que la violation de l'obligation de confidentialité, une fausse déclaration en matière de régularité sociale et fiscale, l'emploi de main d'œuvre illégale, sans mise en demeure préalable ;

Les conditions afférentes à la fin d'exécution du contrat en cas de résiliation s'effectuent en conformité avec les articles 43 et 44 du CCAG-FCS.

L'Anah peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS. Ainsi, elle peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire. S'il n'est pas possible à l'Anah de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels du marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché résilié doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par l'Anah. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. En cas de non-respect des stipulations prévues au marché, l'Anah se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire.

17. Clause de réexamen

Le marché peut faire l'objet de modifications, unilatérales ou par voie d'avenant dans le respect des dispositions des articles L.6-4°, R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est précisé que le présent contrat pourra faire l'objet d'un ou plusieurs avenants en cas de :

- Déménagement du siège social,
- Réaménagement du siège social,
- Ajout de site,
- Ajout de prestations ponctuelles au bordereau des prix unitaires.

Le contrat pourra alors être modifié d'un commun accord entre les parties, quel que soit le montant des modifications.

En cours d'exécution du contrat, des modifications peuvent intervenir soit à l'initiative de l'Anah, soit à celle du titulaire, car rendues nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovations dans le secteur relatif aux prestations objet du contrat.

L'Anah s'engage à adapter le contrat aux conditions de travail imposées par le code du travail et les conventions collectives, si des évolutions s'avèrent nécessaires durant l'exécution du contrat.

18. Dérogations au CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comporte pas d'article récapitulant les articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Annexe 1 au CCAP

Protection des données personnelles

Le Pouvoir adjudicateur est désigné comme « le responsable de traitement ». Le titulaire du contrat est désigné comme « le sous-traitant ».

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La notion de traitement recouvre la collecte de données, leur stockage, leur analyse ou toutes autres opérations s'y rapportant nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat.

Les données à caractère personnel traitées sont les nom et prénom des agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah.

Les catégories de personnes concernées sont les agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah. Le cas échéant, pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : nom et prénom.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à sa bonne réalisation.

Obligation du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux stipulations du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à faire appel à l'entité ¹ (ci-après, le « sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes : ². En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le sous-traitant doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données et à toute autorité publique disposant d'un droit d'accès à ces données.

8. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@anah.gouv.fr.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel avec accusé réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

¹ A compléter

² A compléter

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

- Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes : les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ainsi que du délégué à la protection des données du sous-traitant ultérieur le cas échéant.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligation du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées dans les présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Le non-respect de ces obligations entraînera l'application des sanctions CNIL.